

Un grand bouleversement, une grande conquête!

À la mémoire du mouvement révolutionnaire « emme, Vie, Liberté »

Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » entre dans sa quatrième année. Ce mouvement est né après le meurtre de Mahsa, Jina Amini, en réaction à la répression du régime au pouvoir. Il s'est rapidement étendu à l'ensemble du pays.

Le meurtre de Jina par les forces de sécurité a fait jaillir l'étincelle de la protestation. Il était clair pour tout le monde que les multiples crises économiques, politiques et sociales s'étaient continuellement approfondies et aggravées.

Les contradictions antagonistes au sein de la société avaient atteint un tel niveau de

► 2

La visite de Pezeshkian: une ouverture ou une impasse diplomatique?

Résumé de l'article publié dans Kar, n° 1188, 27 septembre 2026

Le mercredi 24 septembre 2026, Massoud Pezeshkian est arrivé à New York pour participer à la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

La visite de Pezeshkian aurait pu être considérée comme un test important des relations diplomatiques des gouvernements iranien et américain dans les conditions actuelles.

Elle intervenait alors que la guerre, le blocus aérien, le blocus naval, le programme nucléaire de la République islamique et la crise dans le détroit d'Ormuz avaient placé les rela-

► 5



Dans ce numéro

- ♦ Un grand bouleversement, une grande conquête !
- ♦ Le conflit autour de la poursuite de la guerre ou de la reprise des négociations et d'un compromis
- ♦ Crimes contre l'humanité

Un grand bouleversement,...

confrontation qu'il n'était plus possible de les atténuer dans le cadre de l'ordre existant. La colère et le mécontentement des masses n'avaient cessé de s'accumuler. Ils avaient atteint leur point culminant. La société ressemblait à une immense poudrière. Une petite étincelle pouvait suffire à provoquer une explosion et un incendie dévastateur.

Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » n'était donc ni un événement isolé ni un événement soudain. Il était la continuation d'un processus commencé en 2017. Depuis décembre 2017, la société traverse une période révolutionnaire. Les masses laborieuses sont entrées sur la scène politique à travers des vagues de luttes offensives. Leur objectif était de renverser le régime au pouvoir et de transformer l'ordre existant.

Les développements politiques qui avaient commencé en décembre 2017 sont apparus en 2022 sous la forme du mouvement révolutionnaire « Femme, Vie, Liberté ». Ils se sont poursuivis avec le soulèvement de décembre 2025.

Les explosions sociales successives des neuf dernières années montrent un fait fondamental. Les crises politiques, économiques et sociales

n'ont trouvé aucune solution dans le cadre de l'ordre existant. La société reste engagée dans un processus de transformation. Elle continue de chercher une solution révolutionnaire. Il n'est pas nécessaire d'aller plus loin dans les explications.

Tant qu'une grande explosion sociale transformatrice ne s'est pas produite et tant que nous restons dans une période révolutionnaire, des explosions petites et grandes se produiront inévitablement. Ces explosions et ces bouleversements sont les signes précurseurs de la grande explosion et du grand bouleversement connus sous le nom de révolution sociale.

La résistance au voile obligatoire et aux règles vestimentaires islamiques est devenue l'un des principaux foyers du mouvement. Cependant, malgré tous ses aspects positifs et ses acquis, le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a également souffert de grandes faiblesses.

Comme tous les mouvements et soulèvements de cette période depuis 2017, le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a été un mouvement spontané. Il manquait d'organisation et de direction suffisantes. Il n'est pas nécessaire d'expliquer qu'un mouvement sans organisation et sans direction ne peut pas parvenir à la



Long live the class autonomy of the working class!

Un grand bouleversement,...

victoire.

Ce mouvement n'a pas été capable de mobiliser des millions de personnes, femmes et hommes, dans la lutte. Il n'a pas réussi à gagner à la lutte, à une échelle plus large, les habitants des quartiers les plus pauvres et des quartiers ouvriers de la société. L'incapacité du mouvement à s'étendre largement l'a rendu plus vulnérable.

Cette faiblesse était avant tout la conséquence de la forme de lutte et du caractère limité de ses slogans et de ses revendications. Les manifestations, les affrontements de rue et les barricades ne pouvaient tout d'abord pas se poursuivre indéfiniment. Ils ne pouvaient pas non plus maintenir en permanence une dynamique ascendante.

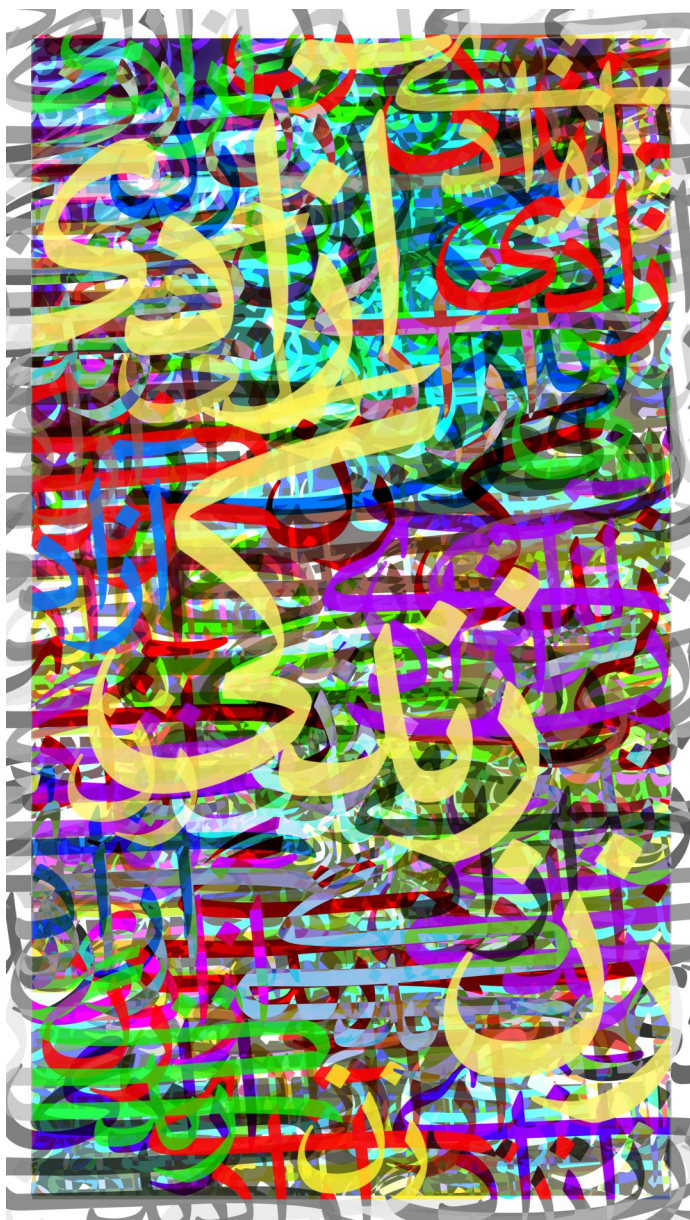
Deuxièmement, les affrontements de rue et les barricades ne correspondaient pas aux conditions de vie de millions de personnes. Ils ne constituaient pas une forme de lutte que de larges secteurs de la population pouvaient maintenir sur une longue période.

Aussi importantes et massives que puissent être les manifestations et les affrontements de rue, ils ne suffisent pas à eux seuls pour affronter un régime meurtrier et répressif lourdement armé. La rue est d'une grande importance. Mais la

rue seule ne suffit pas. Un point doit également être souligné concernant les slogans.

Le slogan « Femme, Vie, Liberté » était au départ un slogan mobilisateur. Mais c'était un slogan général. Chacun pouvait le comprendre à sa manière. Autrement dit, les slogans avaient essentiellement un caractère négatif. Le mouvement ne disposait pas de revendications positives tournées vers l'avenir.

► 4



Un grand bouleversement,...

Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » n'avait pas d'alternative. Il n'était pas clair comment la société serait organisée et comment le pays serait gouverné si la République islamique était renversée.

Une autre question importante concerne la présence et le rôle de la classe ouvrière. Il est évident que dans un pays où plus de douze millions de travailleurs salariés font fonctionner l'économie, un mouvement ne peut devenir un mouvement de masse national impliquant des millions de personnes que lorsque la classe ouvrière en constitue la base. Pourtant, la classe ouvrière n'a pas participé à ce mouvement en tant que force organisée.

Bien entendu, des travailleurs ont participé individuellement au mouvement. De plus, les autres travailleurs n'étaient nullement silencieux ou indifférents face à ce qui se passait dans la société. Même avant le début du mouvement « Femme, Vie, Liberté » et à la veille de celui-ci, les travailleurs avaient fait grève et organisé de nombreuses manifestations.

Rien n'a fondamentalement changé après le début du mouvement et le déclenchement des af-

frontements dans les rues. Les affrontements de rue sont devenus la forme dominante de la lutte dans la société. Ils ont éclipsé les autres formes de lutte. Pourtant, les luttes et les rassemblements de protestation des travailleurs se sont poursuivis.

Ce fut également le cas lorsque leurs revendications étaient principalement économiques et syndicales. La faiblesse ne résidait donc pas dans une absence totale de grèves et de protestations ouvrières. La faiblesse décisive résidait plutôt dans le fait que la classe ouvrière n'est pas entrée dans la lutte politique en tant que force organisée.

L'absence de lien entre le mouvement dans les rues et le mouvement sur les lieux de travail constituait sans aucun doute une faiblesse.

Les forces de gauche et communistes, et surtout les travailleurs conscients et les militants progressistes du mouvement ouvrier, doivent prendre cette faiblesse au sérieux. Ils doivent chercher une solution.

Les travailleurs conscients et les communistes ont la responsabilité de travailler avec encore plus de détermination pour surmonter

► 5

The Islamic Republic must be overthrown with a general political strike and an armed uprising!

Un grand bouleversement,...

cette faiblesse et proposer au mouvement des voies concrètes. Par tous les moyens possibles, il faut soutenir et renforcer le processus d'organisation de la classe ouvrière. Par la formation de comités de grève, ainsi que de comités ou de conseils de coordination, il faut organiser des grèves coordonnées entre différents lieux de travail et à l'échelle de secteurs entiers.

Il faut ainsi créer les conditions permettant d'organiser et de développer des grèves à l'échelle nationale. Un mouvement ouvrier politique et organisé ne tombe pas du ciel du jour au lendemain. Il naît des luttes économiques et politiques de la classe ouvrière. Il se développe avec l'extension et l'approfondissement de ces luttes.

Nous ne devons pas oublier que ces mouvements ne peuvent parvenir à un aboutissement définitif et victorieux tant que la classe ouvrière n'apparaît pas comme une force politique organisée contre l'ordre existant, à l'avant-garde des mouvements qui se sont élevés et continueront de s'élever contre l'ordre au pouvoir. Travaillons à surmonter cette grande faiblesse. Commémorens le mouvement « Femme, Vie, Liberté » avec l'espoir de surmonter cette faiblesse!

La visite de Pezeshkian...

tions entre les deux gouvernements à l'un de leurs points les plus sensibles de ces dernières années.

Toutefois, les événements ne se sont pas déroulés comme l'appareil diplomatique de la République islamique l'avait prévu.

Ce qui s'est passé lors des discours de Trump et de Pezeshkian devant l'Assemblée générale de l'ONU est allé au-delà de la simple répétition des positions hostiles et contradictoires de la République islamique et des États Unis.

Trump a employé un langage très dur. Il a menacé la République islamique de « destruction » et de l'envoyer « en enfer ». Pezeshkian, en réponse à la politique de Trump, a qualifié les États Unis de « terroristes » et a insisté sur la résistance de l'Iran aux pressions exercées par Washington.

Malgré les déclarations publiques très dures et hostiles échangées par les deux parties aux Nations unies, autre chose se déroulait en coulisses. Abbas Araghchi et Steve Witkoff, représentant de Trump, ont participé à des négociations avec le Qatar comme médiateur qui ont duré trois heures.

La visite de Pezeshkian...

L'importance de ces discussions apparaît plus clairement lorsque l'on considère les graves désaccords entre les différentes factions de la République islamique sur le principe même de négociations avec les États Unis et sur les conditions dans lesquelles ces négociations devraient avoir lieu.

La question est maintenant de savoir si ces contacts peuvent devenir un premier pas vers un accord par étapes. Ou bien l'insistance des deux parties sur leurs propres conditions préalables refermera-t-elle une nouvelle fois cette étroite ouverture aux négociations dans les conditions actuelles de confrontation ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord examiner où en sont actuellement les États Unis et la République islamique dans leur conflit et dans l'aggravation de leurs tensions.

Il n'est un secret pour personne que la confrontation entre les gouvernements des États Unis et de l'Iran n'est plus simplement un différend sur la question nucléaire ou les sanctions économiques.

La confrontation militaire, le blocus aérien et naval, la situation dans le détroit d'Ormuz, l'avenir

du programme nucléaire et la sécurité régionale sont désormais devenus des questions étroitement liées qui se posent aux deux parties.

Dans de telles conditions, les négociations ne sont plus une question secondaire dans la politique étrangère de l'un ou l'autre gouvernement. Elles sont devenues un processus décisif. Elles peuvent déterminer le cours et l'issue possible de la crise actuelle.

La visite de Pezeshkian doit donc être examinée dans ce cadre. Bien que la présence du président iranien à l'Assemblée générale de l'ONU puisse sembler être un événement de routine, les circonstances de cette année étaient fondamentalement différentes de celles des années précédentes.

Aujourd'hui, la République islamique et les États Unis restent engagés, d'un côté, dans les menaces, les pressions et la confrontation et de l'autre côté, ils continuent d'échanger des messages diplomatiques par l'intermédiaire de médiateurs.

Cette contradiction est peut-être la caractéristique la plus importante de la situation actuelle. La confrontation se poursuit alors que la diplomatie est toujours vivante. Cette sit-

► 7

Work, bread, freedom – council government

La visite de Pezeshkian...

uation est profondément contradictoire.

Les deux parties ont intérêt à parvenir à un accord mais les conditions préalables qu'elles s'imposent mutuellement rendent un accord de plus en plus difficile.

Il ne faut pas oublier que, tandis que l'atmosphère politique de l'Assemblée générale était dominée par les discours très durs de Trump et de Pezeshkian, un autre événement important s'est déroulé en marge de la réunion de l'ONU.

Il s'agissait des négociations de trois heures entre Abbas Araghchi et Steve Witkoff, avec le Qatar comme médiateur. Comme lors des précédentes négociations, Trump a une nouvelle fois qualifié le résultat des discussions de « bon » et de « constructif ». Il a également déclaré que les avancées vers un « accord » se poursuivaient.

Cependant, les discussions entre Araghchi et Witkoff ont intensifié les divisions au sein de l'appareil dirigeant en Iran. Dès que les négociations sont devenues publiques, certains membres du Parlement de la République islamique et plusieurs personnalités politiques ont protesté

contre la manière dont les discussions avaient été menées. Ils ont affirmé que ces négociations étaient contraires aux souhaits du Guide suprême.

Malgré l'intensification de ces conflits internes, ces réactions contradictoires ne doivent pas être comprises simplement comme une opposition à Araghchi en personne. Derrière cette lutte interne et derrière les menaces de destitution du ministre des Affaires étrangères de la République islamique se trouvent des désaccords plus profonds que ceux qui apparaissent dans les médias.

Ces désaccords ont rendu difficile pour la République islamique l'adoption d'une position unifiée sur un accord avec les États Unis. Trump a souligné cette question à plusieurs reprises ces derniers mois. Il a déclaré qu'il ne savait pas avec qui il devait négocier en Iran.

Indépendamment de ce qui s'est passé lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le principal obstacle aux négociations dans les conditions actuelles est la crise dans le détroit d'Ormuz.

Le détroit est devenu un instrument important pour les deux parties. Chacune l'utilise pour



Long live freedom — long live socialism!

La visite de Pezeshkian...

chercher à obtenir des concessions de l'autre.

La question centrale reste donc la suivante. Les États Unis et la République islamique cherchent-ils réellement à parvenir à un accord ?

Les éléments visibles comme les éléments moins visibles indiquent que les deux parties ont intérêt à parvenir à un accord, mais dans les conditions actuelles, elles ne parviennent pas à en conclure un.

Si Trump cherchait simplement à poursuivre la guerre, les trois heures de discussions entre Araghchi et Witkoff à New York n'auraient aucune véritable signification. En même temps, les déclarations très dures de Trump devant l'Assemblée générale de l'ONU, son insistance sur la poursuite du blocus naval et de la pression militaire, ainsi que son rejet de la nouvelle proposition de la République islamique montrent qu'il n'est pas prêt à accepter un accord comparable au mémorandum d'entente en quatorze points du 19 juin 2026 sans obtenir des concessions importantes.

La République islamique a également maintenu ouverte la possibilité de négociations. Mais en

annonçant des conditions inacceptables pour les États Unis, elle ne veut pas se retrouver face à Trump avec les mains liées.

Il semble donc que les deux parties aient besoin d'un accord sous une forme ou une autre. Mais aucune des deux n'est prête à commencer les négociations en acceptant les conditions préalables de l'autre. Tant que les deux parties continueront à poser de telles conditions et à les maintenir, il est peu probable qu'elles parviennent à un accord. Cela reste vrai même si les deux parties ont intérêt à parvenir à un accord.

Malgré les trois heures de négociations entre Araghchi et Witkoff, aucune ouverture vers un accord n'est apparue, du moins jusqu'à présent. Au contraire, la situation est devenue encore plus difficile qu'auparavant.

Dans ces circonstances, la question centrale n'est plus simplement de savoir s'il y aura un accord. La question plus fondamentale est de savoir comment se déroulera la prochaine étape de la confrontation entre les États Unis et la République islamique et jusqu'où cette confrontation ira-t-elle ?



Long live freedom — long live socialism!

Crimes contre l'humanité

de violences sexuelles contre des manifestants, femmes et hommes. Ces cas vont du viol collectif au viol avec des objets, en passant par les menaces de viol. Amnesty International a documenté ces actes comme des formes de torture psychologique. Les deux rapports soulignent que les viols et les violences sexuelles contre les femmes dans les prisons iraniennes ne sont pas des actes isolés. Ils font partie de la répression, de l'humiliation et de la punition des manifestants.

La mission de l'ONU a également présenté une mise à jour de ses précédents rapports. Elle estime à 551 le nombre de personnes tuées pendant le mouvement révolutionnaire « Femme, Vie, Liberté ». Ce chiffre comprend 49 femmes et 68 enfants. Il est supérieur au nombre de morts documenté par Amnesty International.

La déclaration d'Amnesty International et de la mission d'établissement des faits de l'ONU selon laquelle la République islamique a commis des « crimes contre l'humanité » lors de la répression des deux grands soulèvements du peuple iranien, « Femme, Vie, Liberté » et le soulèvement de décembre 2025, n'a pas de force juridique directe. D'un autre point de vue, ces conclusions ont cependant une immense importance en tant que documents historiques.

Le procès de Hamid Nouri en Suède, l'un des responsables impliqués dans le massacre de prisonniers politiques durant l'été 1988, montre que de tels rapports peuvent être utilisés dans de nombreux pays pour traduire en justice des responsables actuels de la République islamique en raison de leur participation à des « crimes contre l'humanité ».

Le véritable procès des responsables de la ►

République islamique aura cependant lieu lorsque les masses héroïques et en lutte de l'Iran renverseront ce régime oppressif et corrompu et instaureront le pouvoir des conseils des travailleurs et des classes laborieuses.

Alors, devant des tribunaux publics, avec des juges et des jurys élus et révocables, les crimes de ces responsables seront examinés en présence du peuple iranien, y compris des familles qui réclament justice. Ces crimes seront inscrits dans l'histoire du peuple iranien. Ils feront partie de notre mémoire historique et collective. Ils feront également partie de la mémoire des générations futures.

Résumé de l'article publié dans Kar, n° 1187, 20 septembre 2026



**Neuer Amnesty International Bericht:
Gewaltvolle Niederschlagung der
„Frau, Leben, Freiheit“-Proteste stellt
Verbrechen gegen die
Menschlichkeit dar**

Crimes contre l'humanité

». Elle parle de « crimes contre l'humanité ». Le rapport affirme également que le système judiciaire de la République islamique n'enquêtera pas sur ces crimes. C'est pourquoi il propose des mécanismes permettant d'établir les responsabilités et de rendre justice. /Une autre conclusion importante est que l'on ne peut pas attendre que justice soit rendue dans le cadre du système actuel.

Ce n'est qu'avec le renversement de ce gouvernement et l'instauration d'un pouvoir populaire fondé sur les conseils que justice pourra être rendue aux personnes tuées et à leurs familles.

Un autre point qu'il ne faut pas oublier concerne les discriminations fondées sur le genre et l'appartenance nationale abordées dans le rapport. Ces actes sont eux aussi qualifiés de « crimes contre l'humanité ».

Un jour après la publication du rapport d'Amnesty International, un communiqué de la « Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République islamique d'Iran » a été publié. Cette mission avait été créée et mandatée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Le communiqué était intitulé « En Iran, la population prise entre une sévère répression de l'État et les violations résultant de la guerre dévastatrice avec les États Unis et Israël ».

Le rapport a été préparé pour être présenté lors de la 63e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, qui se tient du 7 septembre au 7 octobre. Selon le rapport de la mission, des personnes ont été tuées dans les 31 provinces du pays. Le plus grand nombre de morts a été signalé à Téhéran, Karaj, Machhad, Ispahan et Rasht. ►

Les auteurs du rapport estiment également que le nombre de personnes tuées était considérablement supérieur aux chiffres communiqués par le gouvernement. Le gouvernement avait fait état de plus de 3 000 morts et de 25 000 blessés.

Comme le rapport d'Amnesty International, celui de la mission de l'ONU confirme que les meurtres et la répression des manifestants étaient systématiques. Ils constituaient une politique d'État. Ils n'étaient pas simplement le fait de quelques agents de sécurité ou d'agents agissant individuellement.

Comme le rapport d'Amnesty International, celui de la mission de l'ONU qualifie également les crimes, la répression et les discriminations visant les groupes nationaux opprimés et les femmes de « crimes contre l'humanité ». C'est un point important.

Le comportement du gouvernement à l'égard des femmes pendant les manifestations de décembre et le mouvement « Femme, Vie, Liberté » n'a pas été présenté simplement comme des violences faites aux femmes ou comme des violations de leurs droits. Il a été présenté comme des « crimes contre l'humanité ». Le rapport de la mission affirme : « La discrimination structurelle profondément enracinée à l'encontre des femmes et des filles a permis la commission de graves violations et de crimes internationaux. »

Le rapport traite également des arrestations massives, de la torture, du refus de l'accès aux avocats, des pressions exercées sur les familles pour qu'elles acceptent des récits fabriqués, des exécutions de manifestants et d'autres formes de répression.

Dans son rapport, Amnesty International a documenté 45 cas de viol ou d'autres formes ► 9

Crimes contre l'humanité

personnes tuées par les forces répressives du régime pendant ces manifestations. Cinquante-six d'entre elles étaient des enfants.

Le rapport souligne toutefois que ce chiffre ne représente pas le « nombre total de personnes tuées ». Il est impossible d'établir le nombre réel en raison des conditions qui prévalent en Iran et des entraves imposées par le régime. Il s'agit des personnes pour lesquelles Amnesty International a pu recueillir des informations fiables. Selon ces données, 62 % des personnes tuées lors de ce vaste mouvement appartenaient aux minorités nationales kurde et baloutche.

Pour préparer ce rapport, Amnesty International a interrogé 270 manifestants, personnes détenues, familles de victimes, témoins, avocats, défenseurs des droits humains, journalistes et personnels médicaux. Plus de 2 000 vidéos ont été examinées.

Des déclarations de responsables gouvernementaux, des documents officiels et des documents ayant fait l'objet de fuites, des ordres du parquet, des décisions judiciaires et des dossiers de médecine légale ont également été examinés.

Amnesty International n'a pas demandé l'ouverture d'une « enquête interne ». En effet, le système judiciaire de la République islamique n'est ni capable ni disposé à mener une enquête indépendante sur ces crimes. L'organisation demande à la place à l'Assemblée générale des Nations unies de mettre en place un mécanisme international indépendant de justice pénale pour l'Iran.

Le rapport demande également au Conseil de sécurité de l'ONU de saisir le procureur de la ►

Cour pénale internationale de la situation en Iran. Il appelle les États à utiliser la « compétence universelle » afin d'enquêter sur les responsables ayant participé à des crimes contre l'humanité.

Bien qu'Amnesty International demande que le rapport soit transmis au Conseil de sécurité de l'ONU, elle avertit également que ce rapport ne doit pas être utilisé comme un instrument pour justifier une attaque militaire contre l'Iran. À ce sujet, le rapport affirme :

« Amnesty International souligne que les crimes contre l'humanité commis contre les manifestants et d'autres personnes en Iran ne doivent pas être marginalisés, dissimulés ou éclipsés alors que l'attention internationale se concentre sur d'autres questions. Les actions illégales d'Israël et des États Unis, ainsi que les graves souffrances que ces deux pays infligent aux populations civiles, ne doivent en aucun cas conduire à ce que les crimes contre l'humanité commis par la République islamique soient oubliés ou rendus invisibles. De même, les souffrances des victimes de crimes contre l'humanité en Iran ne doivent pas être exploitées pour justifier des attaques illégales contre ce pays, contraires à la Charte des Nations unies, des violations du droit international humanitaire ou des violences contre les populations civiles. »

Le rapport cite des personnes pour lesquelles « il existe des motifs raisonnables de croire qu'elles ont participé à des crimes contre l'humanité ». La première personne figurant sur cette liste n'est autre qu'Ali Khamenei, le Guide suprême de la République islamique.

Un autre aspect important du rapport est qu'Amnesty International ne parle pas simplement de « violations des droits humains ► 10

Crimes contre l'humanité

Le 16 septembre, à l'occasion du quatrième anniversaire du meurtre de Jina par Le régime et du début du mouvement révolutionnaire « Femme, Vie, Liberté », Amnesty International a publié un rapport de plus de mille pages intitulé « Les architectes du crime : l'appareil d'État organisant les crimes contre l'humanité pendant le soulèvement de 2022, Femme, Vie, Liberté, en Iran ».

Une différence importante entre ce rapport et les précédents rapports publiés par Amnesty International ou par d'autres organisations de défense des droits humains est qu'il ne se contente pas de documenter les cas de répression.

Il cherche également à mettre au jour la chaîne de commandement et les mécanismes de prise de décision de l'État pendant la répression de ce vaste mouvement.

Dans son rapport d'enquête, Amnesty International conclut que le Corps des gardiens de la révolution islamique et le Commandement des forces de l'ordre ont été les principales forces engagées dans la répression des manifestants.

Cependant, les décisions nécessaires et la coordination des opérations ont été assurées par le Conseil suprême de sécurité nationale, ainsi que par les conseils de sécurité provinciaux et locaux.

Le rapport cite 87 responsables gouvernementaux pour lesquels « il existe des motifs raisonnables de croire » que leur rôle devrait être examiné par une juridiction pénale en relation avec des crimes contre l'humanité.

Amnesty International a recueilli des informations sur 377 ► 11



L'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) est une organisation communiste qui lutte pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'une société communiste.

L'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) lutte pour une société sans classe dans laquelle toutes sortes d'exploitation, de répression, d'exclusion, d'inégalités sociales et de tyrannie seront supprimées. Cela sera une société où tous ses membres vivront libres et égaux. Ils seront dans le bien-être et bonheur pour pouvoir faire épanouir leurs talents.

Le but immédiat de l'Organisation des Fedayin (Aghaliyat) est le renversement de la République islamique et l'édification d'un Etat des conseils des ouvriers et des travailleurs en Iran.

L'Etat soviétique est la démocratie la plus conséquente et la plus entière. Il établira les libertés politiques les plus vastes et les plus complètes et après avoir concrétiser les revendications démocratiques et sociales générales commencera les changements socialistes.

Vive le socialisme

Contact

The Organisation of Fadaian (aghaliyat)

info@fadaian-minority.org

<https://fadaian-minority.org/index.php/french/>